

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la LCR
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

N° 79 janvier 1997
5è année de parution

RASSEMBLER

A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

UNE EXIGENCE DÉMOCRATIQUE UN RÉFÉRENDUM...

Pour le Comité de Rédaction de « Rassembler à Gauche » : Jacques Adrien, Amaury Couderc, Robert Duguet, Bernard Fischer, Michel Galin, Serge Guichard, Vincent Huet, Sylvie Mayer, Félix Millera.

L'Europe libérale se met en place.

Afin de parvenir à la monnaie unique dans les délais fixés par le traité de Maastricht, et respecter les critères de convergence, le gouvernement applique avec rigueur sa politique :

- Démantèlement des institutions sociales organisant la protection des salariés : code du travail, mise en cause des prérogatives confiées aux organisations représentatives, protection sociale, retraite, services publics.
- Délocalisations.

- Blocage des salaires.

Ainsi les salaires baissent ou stagnent, le nombre de nos concitoyens en situation précaire augmente avec le chômage.

Il faut rompre avec ce processus et pour le moins c'est au peuple de décider de sa monnaie nationale. C'est une exigence de démocratie et de souveraineté.

Le Parti Communiste et le Mouvement des Citoyens ont pris l'initiative de demander l'organisation d'un référendum sur cette question. La Ligue Communiste Révolutionnaire propose d'élargir cette démarche.

D'autres organisations de gauche ou écologistes réclament une consultation populaire et de nombreux militants du Parti Socialiste affirment « Maastricht c'est fini ».

Si la volonté de faire grandir ces exigences existe, toutes ces initiatives pourraient converger, .../...

Une campagne unitaire à gauche pour construire une autre Europe et rompre avec la politique dictée par les critères de convergence de Maastricht.

C'est au peuple de décider...

C'est une exigence
démocratique.

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

UNE EXIGENCE DÉMOCRATIQUE UN RÉFÉRENDUM...

suite

se rejoindre, s'élargir à toutes les composantes de la Gauche et des écologistes pour susciter le débat dans la population et imposer cette volonté populaire portée par le mouvement social de décembre 95. Tout en respectant l'originalité et les positions de chaque composante, **des textes communs pourraient être discutés, des initiatives communes mises en oeuvre** pour porter cette exigence démocratique de simple bon sens : un référendum sur les conditions du passage à la monnaie unique.

« Rassembler à Gauche » propose aux organisations de gauche et écologistes de se rencontrer pour dégager tous ensemble les possibilités d'action commune.

Nous vous proposons la date du 18 février.

Merci de nous confirmer rapidement votre participation. ☐

**Des dates à retenir
parce qu'elles
conditionnent l'avenir
commun de toute la
gauche**

*** Meeting commun
PCF/MDC**

**le 19 février à la
Mutualité à Paris**

*** Lancement des
"Assises pour le
changement en 1998"
le 1er mars à Lille.**

VINGT-NEUVIÈME CONGRÈS DU PCF ! ET APRÈS ?

par Amaury Couderc

A l'issue du vingt-neuvième congrès du PCF on peut constater que les médias ont bien noté la volonté de cette organisation à s'ouvrir sur l'extérieur et les commentaires sont souvent positifs.

Par contre, du côté des militants associatifs ou appartenant à d'autres organisations, ou encore de la part de ceux qui attendent du PCF qu'il prenne une initiative politique, ils constatent avec un peu d'amertume que ce congrès n'a apporté aucune réponse concrète à la question centrale posée par le mouvement social de décembre 95 : quelle construction politique pour répondre à la fois à la droite et à l'extrême-droite mais aussi pour ne pas faire de 1998 un remake de 1988, avec un PCF force d'appoint d'un PS hégémonique et dont la volonté politique de faire de 98 une véritable alternative à la politique de droite est loin d'être démontrée si on en juge par son programme ?

On retrouve ce type de critique y compris parmi nos camarades de "Rassembler à Gauche".

De même, la "gauche critique", appelons la ainsi, a émis un certain nombre de jugements parfois sévères concernant la volonté de Robert Hue d'aller au gouvernement avec les Socialistes compte tenu de leur position actuelle.

En ce qui me concerne, sur le premier point, j'aurai un jugement beaucoup plus nuancé : je pense que dans son discours de clôture Robert Hue a pris grand soin de ne fermer aucune porte sur la construction politique indispensable pour aller vers de véritables changements. **Il peut compter sur nous pour mettre le pied dans la porte et l'empêcher de se refermer...**

Sur le second point, on peut tout de même affirmer que ce serait un "drôle de parti" si son premier secrétaire n'avait pas la volonté de voir son parti gouverner donc d'accéder au pouvoir de changer les choses. D'autant que Robert Hue a bien affirmé que les conditions aujourd'hui n'étaient pas réunies, dont acte. Seuls les nostalgiques de voir ce parti se transformer en syndicat de défense, en éternel parti d'opposition, peuvent encore nier l'intérêt d'avoir des ministres communistes.

Le problème est simplement de savoir sur quelles bases d'engagements communs à gauche, il serait souhaitable qu'il y ait des ministres communistes... et plus globalement des représentants de l'ensemble des forces de gauche (PCF, MDC, VERTS, PS, Refondateurs etc.) dans un gouvernement de gauche.

Quelques semaines après son congrès, le PCF prend deux initiatives significatives de sa volonté à trouver une issue politique aux mouvements de la société :

* Des Assises pour le changement

Dans son comité national du 20 janvier le PCF appelle à l'intervention citoyenne en vue de créer avant l'échéance électorale de 1998 une base d'engagements communs. Cette proposition rejoint entre autres l'une des propositions de la "Gauche Socialiste" qui réclame depuis des mois un accord et des engagements communs aux forces de gauche. Nous ne doutons pas, contrairement à ce qui s'est passé à l'occasion des Forums, que le PS et la Gauche Socialiste soient parties prenantes de ces Assises pour le changement !

Ces "Assises pour le changement en 1998" peuvent et doivent être une articulation entre les luttes et l'action politique.

Il n'y a aucune raison pour que tous ceux qui se retrouvent dans les luttes : luttes pour les sans-papiers, luttes contre la casse des outils de travail et les délocalisations, contre les critères de convergence de Maastricht, luttes pour l'obtention d'un référendum visant à mettre en place une autre monnaie que celle découlant des critères de convergence et des intérêts des grands groupes financiers, luttes pour le logement, etc,

Il n'y a aucune raison pour que tous ceux, et en particulier les organisations politiques de gauche favorables et impulsant ces luttes ne se retrouvent pas "tous ensemble" dans une construction politique pour aborder les échéances de 98 et ouvrir la voie à une véritable alternative.

.../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

VINGT-NEUVIÈME CONGRÈS DU PCF ! ET APRÈS ? suite

* Un référendum

Tout le monde l'a bien compris aujourd'hui : la construction d'une vraie politique sociale est incompatible avec l'application des critères de convergence définis au traité de Maastricht.

Il faut d'abord rompre avec cet engrenage infernal qui a rogné en quelques années le fruit de décennies de luttes sociales.

Aujourd'hui, faire barrage à la construction maastrichienne de l'Europe est aussi un élément de la construction politique en devenir, parce que l'Europe que nous voulons sera au coeur du débat des élections législatives de 1998.

Lorsque Lionel Jospin affirme : *nous ne renoncerons pas à la monnaie unique et ce ne peut pas être un objet de débat, en tout cas pas un objet d'accord* cela montre bien quelle construction politique il faut mettre en oeuvre pour obliger la direction du PS à prendre en compte à la fois la volonté populaire, mais aussi la volonté d'environ 50% de ses militants qui affirment par un vote interne "Maastricht c'est fini"...

Cela fait partie des contradictions internes au PS, mais cela nous concerne aussi et il nous appartient de peser TOUS ENSEMBLE pour que ce parti fasse d'autres choix européens. S'il devait persister à maintenir l'ambiguïté de ses positions sur l'Europe, aux échéances électorales, il mesurera lui-même que l'on ne peut avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre...

Pour notre part, à "Rassembler à Gauche", nous nous sommes construits il y a plus de 4 ans pour dire un "NON de gauche" à l'Europe de Maastricht, nous nous impliquerons complètement dans cette campagne pour un référendum qui devient aujourd'hui une exigence démocratique.

□

MONNAIE UNIQUE. IL FAUT UN RÉFÉRENDUM

Débat public avec

Francis Wurtz

dirigeant national du PCF,
député européen

Mardi 28 janvier à 20 h 30

Salle Gérard Philippe
Sainte-Geneviève-des-Bois 91
"Rassembler à Gauche" appelle
à participer à ce débat,
à l'initiative de la fédération de
l'Essonne du PCF.

POUR UNE REFONDATION UNITAIRE DE LA GAUCHE

par Roland Mérieux

Aujourd'hui existe-t-il un espace stratégique pour une gauche qui critique radicalement l'actuelle modernisation capitaliste et dans quelles conditions cette gauche peut-elle aller au-delà d'un espace de résistance ?

Je crois que nous pouvons répondre positivement à cette première question, mais ceci suppose que nous soyons d'accord préalablement sur un certain nombre de points.

Premièrement que la gauche française n'est pas, n'a jamais été bipolaire, avec d'un côté un camp réformiste, de l'autre un camp révolutionnaire. Depuis ses origines, la gauche française n'est qu'une imbrication complexe de modération et de radicalité.

Deuxièmement, que l'émergence de radicalisations (DAL, ACI, CADAL, Act-Up, etc) ainsi que le renouveau syndical (CFDT "Tous ensemble", FSU, SUD, etc) porteuses de revendications sociétales plus ou moins radicales, défendant des droits aussi essentiels que ceux de l'emploi, du logement, de la santé, ne trouvent pas de "solution" politique adéquate dans ce que proposent les forces politiques traditionnelles de la gauche (PS, PCF).

Troisièmement, que continuer de croire à la constitution d'une "masse critique" à gauche pour peser sur le PS et ses tendances ultra-réformistes est un peu illusoire. Si aucune rupture n'est opérée avec la matrice léniniste et ses dérivés (stalinisme, maoïsme et trotskisme) nous en reviendrons à une photographie à peine retouchée du Congrès de Tours qui laissera à nouveau de côté cette autre gauche (autogestionnaire, alternative, écologiste).

L'émergence d'une gauche radicale, alternative, à la hauteur des défis imposés par cette fin de siècle suppose que nous ayons la volonté de mettre en place un véritable processus de refondation politique et culturelle de la gauche dans son ensemble. *Ceci est possible, mais pour cela plusieurs conditions doivent être remplies :*

1-D'abord prendre acte de la crise définitive du parti ouvrier de masse dont certains semblent garder la nostalgie.

2- Que ce processus de refondation ne peut se faire morceau par morceau, le PS de son côté, le PC de l'autre. Toute démarche séparée, de plus limitée à la seule sphère politique dans un climat non unitaire, concurrentiel, signifie d'abord que l'on veut se donner les moyens ou l'image de l'emporter sur l'autre. Procéder ainsi, c'est continuer de mettre en application la thèse des deux gauches (bipolarité), l'une en charge du social et de la lutte des classes, l'autre en charge du politique et du gouvernement. Théorie dont on a vu toutes les limites, mise en échec aussi bien du PCF que du PS, en particulier durant les deux septennats de François Mitterrand, entraînant désaffection et désillusion de nombreux .../...

VINGT-NEUVIÈME CONGRÈS DU PCF ! ET APRÈS ? suite

* Un référendum

Tout le monde l'a bien compris aujourd'hui : la construction d'une vraie politique sociale est incompatible avec l'application des critères de convergence définis au traité de Maastricht.

Il faut d'abord rompre avec cet engrenage infernal qui a rogné en quelques années le fruit de décennies de luttes sociales.

Aujourd'hui, faire barrage à la construction maastrichienne de l'Europe est aussi un élément de la construction politique en devenir, parce que l'Europe que nous voulons sera au coeur du débat des élections législatives de 1998.

Lorsque Lionel Jospin affirme : *nous ne renoncerons pas à la monnaie unique et ce ne peut pas être un objet de débat, en tout cas pas un objet d'accord* cela montre bien quelle construction politique il faut mettre en oeuvre pour obliger la direction du PS à prendre en compte à la fois la volonté populaire, mais aussi la volonté d'environ 50% de ses militants qui affirment par un vote interne "Maastricht c'est fini"...

Cela fait partie des contradictions internes au PS, mais cela nous concerne aussi et il nous appartient de peser TOUS ENSEMBLE pour que ce parti fasse d'autres choix européens. S'il devait persister à maintenir l'ambiguïté de ses positions sur l'Europe, aux échéances électorales, il mesurera lui-même que l'on ne peut avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre...

Pour notre part, à "Rassembler à Gauche", nous nous sommes construits il y a plus de 4 ans pour dire un "NON de gauche" à l'Europe de Maastricht, nous nous impliquerons complètement dans cette campagne pour un référendum qui devient aujourd'hui une exigence démocratique.

□

MONNAIE UNIQUE. IL FAUT UN RÉFÉRENDUM

Débat public avec

Francis Wurtz

dirigeant national du PCF,
député européen

Mardi 28 janvier à 20 h 30

Salle Gérard Philippe
Sainte-Geneviève-des-Bois 91
"Rassembler à Gauche" appelle
à participer à ce débat,
à l'initiative de la fédération de
l'Essonne du PCF.

POUR UNE REFONDATION UNITAIRE DE LA GAUCHE

par Roland Mérieux

Aujourd'hui existe-t-il un espace stratégique pour une gauche qui critique radicalement l'actuelle modernisation capitaliste et dans quelles conditions cette gauche peut-elle aller au-delà d'un espace de résistance ?

Je crois que nous pouvons répondre positivement à cette première question, mais ceci suppose que nous soyons d'accord préalablement sur un certain nombre de points.

Premièrement que la gauche française n'est pas, n'a jamais été bipolaire, avec d'un côté un camp réformiste, de l'autre un camp révolutionnaire. Depuis ses origines, la gauche française n'est qu'une imbrication complexe de modération et de radicalité.

Deuxièmement, que l'émergence de radicalisations (DAL, ACI, CADAL, Act-Up, etc) ainsi que le renouveau syndical (CFDT "Tous ensemble", FSU, SUD, etc) porteuses de revendications sociétales plus ou moins radicales, défendant des droits aussi essentiels que ceux de l'emploi, du logement, de la santé, ne trouvent pas de "solution" politique adéquate dans ce que proposent les forces politiques traditionnelles de la gauche (PS, PCF).

Troisièmement, que continuer de croire à la constitution d'une "masse critique" à gauche pour peser sur le PS et ses tendances ultra-réformistes est un peu illusoire. Si aucune rupture n'est opérée avec la matrice léniniste et ses dérivés (stalinisme, maoïsme et trotskisme) nous en reviendrons à une photographie à peine retouchée du Congrès de Tours qui laissera à nouveau de côté cette autre gauche (autogestionnaire, alternative, écologiste).

L'émergence d'une gauche radicale, alternative, à la hauteur des défis imposés par cette fin de siècle suppose que nous ayons la volonté de mettre en place un véritable processus de refondation politique et culturelle de la gauche dans son ensemble. *Ceci est possible, mais pour cela plusieurs conditions doivent être remplies :*

1-D'abord prendre acte de la crise définitive du parti ouvrier de masse dont certains semblent garder la nostalgie.

2- Que ce processus de refondation ne peut se faire morceau par morceau, le PS de son côté, le PC de l'autre. Toute démarche séparée, de plus limitée à la seule sphère politique dans un climat non unitaire, concurrentiel, signifie d'abord que l'on veut se donner les moyens ou l'image de l'emporter sur l'autre. Procéder ainsi, c'est continuer de mettre en application la thèse des deux gauches (bipolarité), l'une en charge du social et de la lutte des classes, l'autre en charge du politique et du gouvernement. Théorie dont on a vu toutes les limites, mise en échec aussi bien du PCF que du PS, en particulier durant les deux septennats de François Mitterrand, entraînant désaffection et désillusion de nombreux .../...

POUR UNE REFONDATION UNITAIRE DE LA GAUCHE

suite

militants et citoyens qui se sont progressivement détaché du politique.

3- Le débat doit porter non pas sur des principes ou des jugements idéologiques par rapport auxquels on se définit par différence, mais sur les *problèmes actuels* à résoudre. C'est-à-dire sur la façon d'avancer vers une société fondée sur les droits et les principes d'égalité face à la violence des tendances du marché.

En effet, c'est seulement dans ce cadre de refondation unitaire qu'on peut à la fois battre efficacement la droite et construire une alternative, en étant bien convaincu qu'une gauche radicale alternative ne peut progresser que lorsque avance ensemble tout le peuple de gauche dans sa diversité socioculturelle et politique. □

LA CAP AU COEUR D'UN NOUVEAU RASSEMBLEMENT

par Martial Bourquin

... Une alternance est possible mais quelle sera-t-elle ? Les français ont encore en mémoire l'autre échec, celui d'une gauche unicolore, au pouvoir plus de 10 ans, qui a initié les politiques de déflation compétitive, de déréglementation du travail qui se sont traduites par une explosion du chômage et de la pauvreté.

Malgré les promesses de réduction du temps de travail, le fait que le PS déclare se conformer aux critères de convergence de Maastricht augure mal les espoirs d'une Alternative réelle à la droite. Il est possible, beaucoup de militants socialistes le savent ou le redoutent, qu'une expérience de gauche avec un PS ayant seul la majorité au Parlement et au Gouvernement puisse déboucher sur un "remake" du passé. Seulement... on ne vit jamais la même situation. Un nouvel échec de la gauche pourrait mener à un véritable drame politique et social : un glissement encore plus important vers l'extrême-droite qui pourrait devenir le pivot de constructions politiques, lui ouvrant la porte du pouvoir avec les conséquences tragiques que cela implique.

... Il serait souhaitable que la CAP ne prenne pas de retard et soit au coeur de cette dynamique de rassemblement.

... A partir d'éléments programmatiques représentant des ruptures avec l'ordre existant, capables de répondre aux aspirations des français, nous devons construire un pôle, une autre gauche agissant pour une autre politique. Toutes les forces à côté du PS sont concernées et doivent trouver le chemin de l'union comme à Gardanne. Une telle construction politique pourrait dans un premier temps éviter une alternance molle conduisant à l'échec, elle pourrait dans un second temps devenir une force essentielle, le coeur de la gauche représentant l'alternative. □

La justice relaxe Madjiguène

Le tribunal correctionnel de Paris a annulé, hier, les poursuites qui frappaient Madjiguène Cissé et Kante Cheikne respectivement porte-parole et membre des sans-papiers de l'église St Bernard.



Extraits de l'article de Martial Bourquin paru dans "confluences pour une alternative progressiste"

POUR DU PÉTROLE...

Depuis août 1990, le peuple iraquien est soumis à un blocus généralisé sans précédent sur ses exportations et aussi sur la plupart de ses importations, en contradiction avec la Charte de l'ONU, en violation de la Déclaration Universelle de 1948 sur les droits de la personne humaine, des Conventions de Genève et sur les Droits de l'Enfant, et sur la plate-forme de Pékin sur les Droits Humains des Femmes.

Cette politique décidée et maintenue par un *Conseil de Sécurité* qui se prétend seul juge et s'est fait bourreau, se solde déjà par plus de 600 000 morts, surtout des enfants. Par son vote tous les 2 mois au Comité des Sanctions, la France est restée jusqu'à ce jour co-responsable, complice de cette pression inadmissible des Etats-Unis qui se jouent d'un droit international en l'appliquant à leur guise selon leurs intérêts.

La résolution 986 dite "pétrole contre nourriture" apportera à peine 1,6 F par personne et par jour, et son application reste entravée par toutes sortes de procédures. Nous demandons la levée complète du blocus, pour que tout le peuple iraquien puisse se nourrir, se soigner, s'éduquer, travailler, vivre et s'assumer en toute souveraineté.

A l'initiative de la Coordination pour la Levée de l'Embargo imposé à l'Iraq et du Comité contre l'Embargo imposé à l'Iraq.